un *mandamus*. Les syndics des chemins étaient de par la loi obligés de tenir les chemins en bon état. Ils avaient une discrétion à exercer sur les moyens à prendre pour atteindre ce but, et la Cour d'appel ne les a pas dérangés dans leur discrétion mais a condamné les syndics, parce qu'ils refusaient d'user de leur discrétion, et la Cour forçait les syndics à user de cette discrétion.

Est-ce qu'il peut y avoir une différence entre un corps public, comme celui que forment les syndics, et une corporation municipale? La loi ne fait pas de distinction, et la loi les force tous deux à user de leur discrétion, pour entretenir en bon état les chemins qui sont sous leur contrôle. On avait soulevé, dans ce cas, comme dans le cas actuel, le même moyen; y avait-il un autre remède à la disposition du requérant? Mais la Cour d'appel a décidé, qu'en supposant qu'il y ait un autre remède en loi, on ne pouvait obliger l'appelant à recourir à ce remède, s'il n'était pas aussi efficace que le *mandamus*. C'était appuyer leur décision sur le texte du Code mentionnant d'autres remèdes avantageux et efficaces.

Il ne semble pas facile d'en venir à la conviction que les remèdes dont parle l'intimée seraient aussi efficaces qu'un *mandamus* lorsque l'intimée nie sa responsabilité et, dans les circonstances, il faut absolument que l'intimée fasse des procédures conformes au C. mun., pour pourvoir à l'entretien de ce chemin. Si l'intimée croit juste de s'adresser au conseil de comté, pour faire déclarer son chemin, un chemin de comté et pour forcer des personnes, étrangères à la municipalité, à venir y travailler, il faut qu'elle prenne des procédures devant ce conseil de comté et qu'elle les conduise jusqu'au bout. Le preuve démontre qu'elle a déjà présenté une requête au conseil de comté, mais l'on ne sait pas ce qui est advenue de cette requête.